



Conférence régionale de l'Économie Sociale et Solidaire

En Bourgogne-Franche-Comté

Document de synthèse

Mercredi 16 septembre 2020
Dole (Jura)

Organisé par :



En partenariat avec :



Table des matières

Propos introductifs.....	3
Tatiana Desmarest.....	3
Jean-Philippe Sarrette.....	3
Denis Hameau.....	4
Éric Pierrat	4
État des lieux de l'ESS en Bourgogne-Franche-Comté par la CRESS BFC.....	5
François Baulard : Chiffres clés, conjonctures 2019 et 2020	5
Le Labo de l'ESS : "Dynamiques collectives de transitions dans les territoires"	6
Hugues Sybille.....	7
Nikola Jirglova.....	7
Témoignage de Anne Algret, Villages du Futur en Nivernais-Morvan.....	7
Témoignage de Camille Henrion, Start-up de territoire portée par le Clus'Ter Jura.....	8
Tables rondes.....	9
1. Les dispositifs publics et privés de soutien aux structures	9
2. Territoires en quête de développement : les dispositifs d'accompagnement	10
Conclusions.....	11
Hugues Sybille.....	11
Denis Hameau.....	12
Patrick Salles, Directeur régional adjoint de la Direccte.....	12

La troisième édition de la Conférence régionale de l'Économie Sociale et Solidaire en Bourgogne-Franche-Comté s'est tenue le 16 septembre 2020, à la Commanderie à Dole (Jura). L'édition 2020 de cette manifestation, co-organisée par l'Etat et la Région en partenariat avec la Banque des Territoires et la CRESS, avait pour thème : **l'Économie sociale et solidaire, actrice de la transition économique et écologique des territoires.**

Cette journée était l'occasion de faire un état des lieux de l'économie sociale et solidaire en Bourgogne-Franche-Comté avec notamment la restitution de l'étude "Dynamiques collectives de transitions dans les territoires" réalisée par le Labo de l'ESS ainsi que des tables rondes sur les thématiques suivantes : les dispositifs publics et privés de soutien aux structures et les dispositifs d'accompagnement des territoires en quête de développement.

Propos introductifs



Tatiana Desmarest, Présidente de la Chambre régionale de l'Économie Sociale et Solidaire

« Cette 3^{ème} conférence régionale de l'économie sociale et solidaire se déroule dans un contexte totalement inattendu et qui nous place dans une situation de crise économique et sociale qui débute après une crise sanitaire qui est toujours présente. [...] Cela porte un enjeu immédiat en région de poursuite et de concrétisation des échanges entre les représentants de l'ESS, de l'Etat, du Conseil régional et de nos partenaires, pour un plan de relance concerté.

Ce qui a été initié en forme de cellule de crise il y a quelques mois, parallèlement à la mise en place de mesures d'urgence, doit se poursuivre dans le temps comme cellule de relance, avec une information et un regard réellement partagé sur les politiques mises en œuvre. Dans cette perspective, la Conférence régionale doit constituer un temps fort d'échanges avec la valorisation de dispositifs et d'initiatives, mais elle ne clôt pas la démarche.

Il faut en particulier prendre en compte l'apport de l'ESS en termes de services offerts à l'échelon local et en proximité, et aussi son apport au développement de l'emploi et de l'économie. Cela est plus visible sur les territoires défavorisés, mais implique des démarches adaptées aux différentes situations locales.

L'ESS est motrice également sur le sujet de la transition écologique, par les initiatives qui y sont consacrées, mais également l'engagement de la plupart des entreprises d'ESS pour l'amélioration de leurs pratiques. La gravité de la situation, qui nécessite des mesures globales de soutien, ne doit pas faire perdre de vue cette orientation majeure. C'est dire l'importance du thème de cette conférence. Et malgré les difficultés, nous pourrons compter sur l'ESS. »

Jean-Philippe Sarrette, Directeur régional adjoint Bourgogne-Franche-Comté de la Banque des Territoires et directeur délégué de Besançon

« La caisse des dépôts - Banque des territoires intervient dans le financement de l'économie sociale et solidaire. Faciliter l'innovation est un objectif inscrit dans les gènes de notre groupe, ce sont les défis poursuivis et amplifiés avec les plans de relance et de soutien portés avec la Région et l'État. Nous soutenons l'ESS pour rendre les territoires plus inclusifs, plus durables en finançant des projets au service de la transition écologique et énergétique.

Nous travaillons à la construction de solutions de soutien à l'économie de proximité, en réponse à la crise actuelle, en particulier au service des associations. Un plan de soutien est établi pour accompagner la transformation de l'économie locale et des territoires. Nous prévoyons de consacrer des investissements dans six secteurs prioritaires : l'habitat spécifique et les modèles innovants, l'économie circulaire et l'aide alimentaire, l'inclusion numérique, l'accès au soin et l'action sociale, l'éducation et la formation professionnelle.

Le Groupe Caisse des Dépôts via la Banque des Territoires, mobilise 300 millions d'euros sur la période 2020-2022, pour accompagner les entreprises de l'économie sociale et solidaire dans le cadre d'un pacte de relance de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation sociale. Par ces actions, nous montrons notre engagement pour le développement économique pour l'ensemble des territoires de Bourgogne-Franche-Comté. En cette période compliquée, nous avons à cœur de poursuivre et d'amplifier notre action et notre collaboration pour l'ESS : nous avons un objectif, réduire les fractures territoriales et promouvoir un développement économique qui favorisent la cohésion sociale. »

Denis Hameau, Vice-président régional à l'ESS

« En tant que vice-président à l'ESS à la Région, je souhaite soutenir les actions, les acteurs de l'ESS, et innover autour de trois idées : comment faire mieux pour l'écologie ? Pour le social ? Comment rentrer dans une logique de développement durable ? Quoi de mieux que l'ESS pour répondre à ces 3 objectifs fondamentaux. Pour y répondre, les silos de l'État se transforment. Il faut que le central devienne plus stratégique, que la décentralisation soit acceptée car elle seule peut répondre à la complexité des sujets que nous avons à traiter. Pour répondre à la crise de la Covid, nous avons eu besoin des décisions centrales, de solutions locales et de décisions proportionnées.

La Région a conduit et accompagné de nombreux projets ESS : en 2019, 147 projets ont été accompagnés avec des partenaires de l'ingénierie de projets comme BGE FC, Coopilote, FDFR 89, PES 21, Active 71. L'ingénierie financière avec France Active représente 137 projets accompagnés.

Nous avons créé le Générateur BFC pour l'ingénierie territoriale. Issu d'un certain nombre de savoir-faire dans l'accompagnement de projets, ce travail commun a permis de passer de 5 territoires accompagnés au temps d'Emergence à 22 territoires aujourd'hui.

La Région soutient aussi de nombreuses structures de l'ESS dans le domaine de la formation, de la vie associative, de la culture, du sport et de l'environnement. De plus, le soutien à l'innovation sociale avec Rally'Nov permet d'avancer dans la transversalité car l'innovation traverse les entreprises qu'elles soient de l'ESS ou pas.

L'intervention régionale pour l'ESS est répartie sur plusieurs axes : l'abondement des outils financiers de France Active, le travail avec la Caisse des dépôts - Banque des territoires, le financement des structures pour accompagner les porteurs de projets, le soutien aux têtes de réseaux, le soutien à des manifestations ou à des actions de valorisation de l'ESS.

Dans le cadre de la crise Covid, nous avons beaucoup travaillé sur le réseau des épiceries solidaires et des banques alimentaires. Au cours du confinement nous avons engagé des actions de plusieurs millions d'euros pour adapter les outils financiers de France Active, la mise en place d'un fond de soutien spécifique pour les associations, le vote d'un rapport permettant de déroger aux modalités habituelles de paiement des associations, la création d'un fond de solidarité qui bénéficient à de petites structures de l'ESS. La CRESS a été mandatée par la Région et l'État pour réaliser un document, un état des lieux et propositions émanant des structures de l'ESS. Avec cet état des lieux, nous pourrions faire valoir le besoin de subventionner davantage les entreprises de l'ESS.

Le plan de relance de la Région est un dispositif de soutien à l'investissement d'environ 6 millions d'euros en cours d'élaboration conçu en lien avec les territoires. »

Éric Pierrat, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales Préfecture de région

« Cette épidémie a fragilisé les modèles économiques de toutes les entreprises y compris dans le secteur de l'ESS. Non seulement elle a été frappée comme n'importe quel acteur économique, mais elle a aussi été impactée dans son rôle d'amortisseur social, de lutte contre la pauvreté et de services de proximité notamment pour les populations les plus vulnérables. L'État n'est pas resté sans agir : plus d'1 milliard d'euros pour la région Bourgogne-Franche-Comté en soutien ont été attribués dont plus de la moitié en chômage partiel, ainsi que les garanties d'emprunts. Le plan de relance est un dispositif d'envergure de 100 milliards d'euros qui se divise en 3 parts : la transition énergétique et écologique, la compétitivité économique et la cohésion sociale et territoriale. Pour ce dernier tiers, les mesures sont en faveur de la santé, du médico-social, de l'économie circulaire, du soutien à l'insertion par l'activité économique et à l'activité des jeunes.

La Secrétaire d'État Olivia Grégoire a annoncé que 1,3 milliards d'euros seraient prévus spécifiquement pour le secteur de l'ESS. Tout ceci sera mis en musique d'ici la fin de l'année 2020 - début 2021.

La conférence d'aujourd'hui a un caractère stratégique dans la période où nous sommes, c'est une situation d'urgence qui appelle la mobilisation collective de tout le monde : les collectivités, les acteurs de l'ESS, le secteur bancaire, les acteurs privés.

Il nous appartient de favoriser la reprise économique dans un cadre d'action sécurisé. C'est pour cela qu'il y a un plan de relance de l'État, le Conseil régional va également annoncer son plan de relance dans quelques semaines et il nous importe aujourd'hui de poursuivre le dialogue régional amorcé au printemps pour avoir une vue transversale pour aider au mieux le secteur de l'ESS.

Je souhaite que les débats des tables rondes de ce jour puissent être féconds à ce titre pour dégager des solutions permettant de trouver des réponses à vos difficultés et qu'on puisse ensemble les résoudre. »

État des lieux de l'ESS en Bourgogne-Franche-Comté



François Baulard, Directeur de la CRESS BFC

Chiffres clés

Actuellement, l'ESS en Bourgogne-Franche-Comté représente environ 100 000 salariés et 10 000 établissements employeurs, soit une moyenne de plus de 10 salariés par établissement. Près de 240 000 bénévoles œuvrent dans les associations en premier lieu.

Les secteurs d'activité économique

L'ESS est un modèle d'organisation d'entreprise qui fonctionne dans tous les secteurs d'activité. Historiquement, elle a investi des secteurs pour pallier l'inexistence de réponses à des besoins sociaux, l'action sociale au sens large, le mutualisme, ainsi que les sports, loisirs, culture, avec une présence locale très forte.

L'importance des modèles d'organisation de l'ESS se caractérisent aussi par leur histoire, notamment avec la coopération agricole. La nécessité du collectif pour les entreprises agricoles est une réalité bien présente, avec près de 75 % des agriculteurs adhérents à une coopérative ce qui représente un effet structurant sur l'ensemble d'une filière, même si les emplois directs sont moins importants en proportion, et révélateur du potentiel des coopératives d'entrepreneurs, qui prend de formes nouvelles pour soutenir la création d'activité, le fonctionnement et le développement des entreprises, la gestion de l'emploi. En fait presque toute la population et une partie des entreprises sont concernées par l'ESS.

La conjoncture dans l'ESS 2019

On constate un recul de l'emploi dans l'ESS, inédit depuis 2010. Depuis 2017, l'ESS connaît une baisse globale de 1% à 0.5 % par an de l'emploi salarié, tendance identifiée à l'échelon national dans les associations mais globalement un peu plus faible. L'ampleur du recul 2017 s'explique en raison de changements de statuts juridiques d'organismes de formation : ils sortent de l'ESS mais sont toujours en activité. En revanche, il y a une tendance à la diminution nette d'emplois qui dure dans certains secteurs, en particulier ceux de l'aide à domicile, la culture, le sport et les loisirs. Les enjeux posés ne relèvent pas d'une diminution des besoins. Cependant, des postes ESS restent non pourvus, certaines structures ne peuvent donc plus répondre à la totalité de la demande, notamment en milieu rural. En cause : un problème d'attractivité des métiers, un défaut de disponibilité de personnes sur les territoires dans les conditions d'exercice du métier.

La conjoncture en 2020

La crise sanitaire et économique est trop récente pour disposer de statistiques qui rendent compte de son impact, mais une enquête quantitative réalisée par le Mouvement Associatif et l'enquête qualitative de la CRESS recueillies auprès des réseaux et des structures pendant le confinement permettent d'avoir des données pour le second semestre 2020.

La crise COVID19 a eu un très fort impact qui affecte une très forte proportion des associations. Concernant les coopératives et les mutuelles, la situation dépend des logiques des secteurs d'activité qui peuvent être différentes, et d'assises financières différentes.

De très grosses pertes d'activité sont à déplorer. Les structures sont sauvées par le chômage partiel, qui est utilisé massivement. Mais la crise a causé des désorganisations d'activité avec une perspective négative sur l'emploi pour la moitié des structures, et 30% dans l'expectative.

Toutefois, quelques activités d'urgence se sont adaptées : masques, blouses, matériel médical... Les domaines sanitaire, médico-social, aide à domicile ont connu une « sur sollicitation » compte-tenu de la situation déjà connue des difficultés de recrutement.

Le risque économique est potentiellement aggravé dans les associations compte-tenu de leur situation financière fragile.

L'impact humain du chômage, des absences est également à prendre en compte : inactivité, isolement, incapacité de réaliser son métier, baisse de revenu, désorganisation, éloignement des publics, même avec un suivi à distance aussi et la réactivité des organisations, ainsi que les craintes pour les mois à venir.

Des mesures d'urgence et de soutien sont mises en place mais l'ESS doit s'appuyer sur le fonctionnement collectif et coopératif pour rebondir. La dynamique des collectifs d'ESS permet le maintien d'un projet, en tenant compte des spécificités territoriales, et avec de nouvelles approches, un nouveau départ.

La quatrième note de conjoncture de l'ESS en Bourgogne-Franche-Comté, parue en novembre 2020, est désormais disponible en téléchargement : <https://ess-bfc.org/publications>

Le Labo de l'ESS : "Dynamiques collectives de transitions dans les territoires"

Le Labo de l'ESS est un Think tank national, qui a conduit une étude-action sur les « Dynamiques collectives de transitions dans les territoires » de 2018 à 2020.

Pour le Labo de l'ESS, ces dynamiques de transitions dans les territoires sont aujourd'hui en France le seul levier efficace de lien social et de transformation en profondeur en mesure de traiter de façon systémique les dimensions économiques, sociales, écologiques, culturelles et humaines de la transition. Pour conduire de façon durable une transition vers un mode de vie profondément modifié face à l'urgence écologique et sociale, toutes ces dimensions doivent être travaillées en même temps et en synergie les unes avec les autres pour changer notre façon de travailler, consommer, produire, apprendre, habiter, vivre et faire ensemble et se déplacer. Les territoires le permettent grâce à leur dimension circonscrite, grâce au sentiment d'appartenance à un bassin de vie et à une histoire commune, passée et future, ainsi qu'au lien social de proximité, physique comme virtuel, qu'ils peuvent générer. À cette intuition s'ajoutait la conviction que ces dynamiques collectives de territoire étaient nombreuses, multiples, protéiformes, diversifiées, qu'il en naissait partout en France, mais qu'elles restaient bien souvent isolées les unes des autres alors que, bien que d'inspirations et de cultures parfois très différentes, elles avaient beaucoup à partager les unes avec les autres sur leurs facteurs de succès, leurs réussites et leurs difficultés, leurs freins et leurs leviers de développement, leurs pratiques, leurs outils et leurs méthodes.

Cette étude-action s'est construite sur l'analyse terrain de dix-sept dynamiques collectives de territoire choisies à partir de deux objectifs : rassembler une grande diversité de typologies – 14 types sont étudiés – et rayonner sur toute la France en choisissant les territoires ruraux, villes de taille moyenne et métropoles. En Bourgogne-Franche-Comté, le Labo ESS a étudié 3 initiatives grâce au soutien financier de la Région : Villages du Futur en Nivernais-Morvan, Start-up de territoire portée par le Clus'Ter Jura, Territoire zéro chômeur de longue durée à Prémery.

L'étude cherche à répondre au comment. Comment réussit-on à mener sur un territoire une dynamique collective qui réussit avec le temps à parvenir au « faire système » et doter le territoire d'une réelle capacité de résilience ?

Le Labo de l'ESS présente les conclusions de son étude, en identifiant, en outre, en quoi ces dynamiques locales peuvent être un levier pour la relance économique.

Hugues Sybille, Président du Labo de l'ESS



Les dynamiques collectives doivent permettre de résister aux chocs pour inventer de nouveaux équilibres, c'est la résilience. L'ESS doit contribuer à la relance économique mais aussi proposer de nouveaux modèles de transformation.

Pour son étude, le Labo de l'ESS a étudié 14 typologies de dynamiques collectives dans 17 territoires. Un premier constat est que ces dynamiques ne peuvent fonctionner en silo, ces dynamiques doivent réussir à faire système pour une transition réussie.

Nikola Jirglova, responsable projet développement au Labo de l'ESS

Nous avons réalisé une analyse transversale avec la préoccupation d'identifier les facteurs clés de succès, les leviers d'émergence et de développement, de durabilité dans le temps de ces dynamiques collectives de territoires :

- La construction des coopérations : l'ESS et ses valeurs sont de vraies ressources pour ces dynamiques. Elles démarrent rarement avec un grand projet stratégique, mais de petite envergure, très concret et rapide. L'important est d'inscrire l'ensemble des actions et des objectifs de départ dans un récit fédérateur, c'est ce qui motive et fédère les habitants, les pouvoirs publics... La coopération durable résulte du fait de cultiver le plaisir de faire ensemble. L'ESS apporte les outils essentiels d'une gouvernance propice aux coopérations.
- Les pouvoirs publics locaux et surtout des collectivités territoriales jouent un rôle déterminant dans l'émergence de ces dynamiques. On ne peut pas viser un changement systémique sans que les pouvoirs publics locaux soient en soutien et en coopération avec les porteurs de projets.
- L'implication des habitants est primordiale. Si la dynamique répond à des problèmes concrets du quotidien des habitants, elle démontre rapidement son utilité. La créativité des habitants est une mine de ressources à réveiller. Il est essentiel de mobiliser les habitants pour qu'ils s'investissent par eux-mêmes dans les projets.

Témoignage de Anne Algret, Villages du Futur en Nivernais-Morvan

Les élus des villages s'inquiétaient de voir leurs cœurs de bourgs se dévitaliser depuis plusieurs années. Il y a 4 ans, nous avons donc mis au point une démarche basée sur l'implication des habitants dans la revitalisation. Après avoir lancé un appel à manifestation d'intérêt, 14 villages ont répondu. Les habitants ont été impliqués de bout en bout dans les projets et leur mise en œuvre : débats publics, réaménagement de l'espace urbain, de services... 14 « plans-guides » ont été élaborés, les 14 villages ont travaillé ensemble à la création d'un laboratoire d'innovation public, Villages du futur, pour repérer les initiatives à valoriser dans les villages.

Exemples de réalisations : organisation d'un chantier de peinture collectif ; réaménagement d'une place du village peu adaptée après une phase de test qui correspond aux réels besoins des habitants ; ouverture de boutiques associatives dans ces cœurs de bourgs. Désormais, Les élus souhaitent poursuivre ces dynamiques collectives autour de la transition écologique et sociale.

Remarque de Hugues Sybille

La culture entrepreneuriale est importante même dans l'ESS, elle encourage l'ouverture vers l'extérieur. Entreprendre c'est avoir le goût du risque, de la créativité et de la confiance. Le territoire lui-même peut devenir entreprenant.

L'ESS a des statuts juridiques qui permettent d'entreprendre, avec un nouvel engouement pour les SCIC. On peut développer des SCIC dans de nombreux domaines d'intérêt général, c'est une forme très intéressante pour les dynamiques territoriales. On peut s'appuyer sur les statuts de l'ESS pour progresser.

Témoignage de Camille Henrion, Start-up de territoire portée par le Clus'Ter Jura

Start-up de territoire est un PTCE structuré en SCIC. Son objectif est de d'inspirer des techniques de la « start up nation » qui sont boostantes, stimulantes, créatives pour les adapter à nos territoires ruraux. Il s'agit de rassembler en un lieu un maximum de personnes de tous les horizons : citoyens, collectivités, entreprises, entrepreneurs, centre de formation, lycéens... pour travailler ensemble sur des thématiques d'avenir et sur des projets qui ont du potentiel. Par exemple, l'idée a émergé de réutiliser des bâches de promotion événementielles pour les revaloriser en sac. Un atelier textile s'est donc développé autour de ce groupe-projet.

Remarque de Hugues Sybille

Il est souvent question en cette période de relocaliser les activités chez nous. Il faut passer à l'acte grâce à la culture entrepreneuriale : une dynamique se met en route sur un fondement d'idées. L'implication des habitants sur des démarches entrepreneuriales est intéressante et aboutit à des résultats. L'ESS peut réfléchir aux activités socialement utiles qu'elle souhaite maintenir ou développer dans les territoires.

Conclusion

Quel modèle économique pour faire fonctionner ces dynamiques collectives ? Quel équilibre entre les ressources monétaires ou non et les besoins de fonctionnement ? Equilibrer les comptes restent une grande difficulté pour les dynamiques collectives territoriales. Les fonds d'ingénierie doivent être financés. Les SCIC permettent d'avoir plus de fonds propres. Il faut également penser à prévoir des fonds pour mesurer l'impact de l'action.

La gouvernance est constituée des règles et méthodes pour préparer une décision, prendre, appliquer et mesurer les résultats de la décision. Il faut déterminer où se prennent les décisions dans les dynamiques collectives et maintenir le plus de transparence possible. L'ESS c'est l'articulation entre les valeurs, les statuts et les pratiques réelles.

Les dynamiques collectives doivent pouvoir rendre compte aux financeurs en particulier de leur impact. Il est indispensable de mesurer les effets quantitatifs, qualitatifs, etc. Les dynamiques collectives ont besoin de justifier leur valeur ajoutée sociétale.

Échanges avec la salle

- Willy Cadet de l'UDES témoigne de l'état d'esprit des troupes de l'ESS. « Après une phase de sidération qui a conduit à un certain surmenage, la rentrée est une phase de résignation. Dans le plan de relance, nous voudrions que l'aspect psychologique et humain soit pris en compte également. Il faut qu'on arrive à sortir de la logique de silo pour privilégier la transversalité et sortir de l'approche strictement sectorielle. On a la chance de pouvoir s'appuyer sur les têtes de réseaux de l'ESS, la CRESS, l'UDES, le Mouvement Associatif pour davantage de transversalité. La culture entrepreneuriale est à cultiver, les gens aspirent à un nouveau contexte, à un rebond. Il faut nous donner les moyens de ce rebond, encourager les gens à prendre ce risque, il faut lâcher prise avec les donneurs d'ordre et libérer les énergies. Exemple : les emplois « boost » attendus par l'UDES permettraient ne pas retomber dans une logique d'emplois aidés, mais d'essayer de trouver un accompagnement financier de fonctionnement auprès des employeurs de la transition écologique et économique de demain. Confier aux acteurs de l'ESS des aides dégressives sur 3 ans mettrait le pied à l'étrier des structures pour créer les métiers de demain, et sortir d'une logique d'assistantat trop souvent attribuée à l'ESS. Semer pour récolter les fruits de cette coopération c'est long, et ça nécessite souvent des moyens humains, plus que de l'investissement ou de l'équipement. Là aussi, on aimerait avoir les coudées franches par rapport à la conduite de ce type de projets.
- Hugues Sybille : Ensemble, si nous avons des idées en entreprenant on va inventer des solutions et pas simplement en demandant à l'état, pour moi le Covid, la crise climatique ne doit pas arrêter l'entrepreneuriat, elles doivent au contraire stimuler et l'orienter vers des bonnes réponses par rapport à ces difficultés que nous rencontrons. Entreprenons pour apporter des réponses de type ESS à ces défis considérables et difficiles, ne le faisons pas tous seules mais avec d'autres.
- Anne Algret : on a besoin que les pouvoirs publics fassent confiance aux territoires, qu'on puisse travailler en mode projet de manière transversale et qu'on arrive à travailler sur la proximité aussi.
- Alain Fousseret, Coorace et Pôle Ressource IAE : il cite la mise en place d'une gare solidaire à Delle pour redynamiser la ville et rejaillit sur d'autres secteurs que l'ESS. Il s'agit d'essaimer cette expérience dans d'autres communes où les trains s'arrêtent mais il n'y a plus de gare.

- Hugues Sybille : Une conférence régionale comme celle-ci elle contribue faire repartir le système mais aussi à le transformer. Les échanges entre l'État, la région, et les secteurs de l'ESS sont extrêmement positifs.

Tables rondes

1. Les dispositifs publics et privés de soutien aux structures

Les structures de l'ESS sont confrontées depuis plusieurs années à des enjeux multiples, d'évolutions RH, de choix stratégiques sur le développement, de consolidation de leur modèle économique. La crise sanitaire et économique due au COVID a rendu ces questions plus urgentes encore. Des dispositifs existent mais ne sont pas toujours connus des structures de l'ESS et de nouvelles mesures ont été mises en place ces derniers mois. L'objet de la première table ronde est donc de présenter un panorama des outils à disposition des structures de l'ESS.

Dispositif Local d'Accompagnement : Le DLA a pour objectif de soutenir les structures d'utilité sociale de l'Économie sociale et solidaire, créatrices d'emploi, dans leur démarche de développement et de consolidation.

BGE Franche-Comté soutient la création d'entreprise via des accompagnements de porteurs de projet et des actions collectives, pour qu'elle soit une réalité accessible à tous.

France Active accompagne les entrepreneurs dans leurs problématiques financières à tous les stades de la vie de leur entreprise. Le réseau soutient plus particulièrement les publics prioritaires. France Active soutient, également, les entrepreneurs engagés qui souhaitent avoir un impact positif sur la société.

Le Club Entreprises et Mécénat en Bourgogne-Franche-Comté a pour objet d'informer, de sensibiliser et de développer la pratique du mécénat auprès des entreprises de son territoire, en favorisant le partage d'expérience et en fédérant les énergies autour de ses valeurs et ses ambitions.

L'Aract Bourgogne-Franche-Comté (*excusé le jour de la Conférence, entretien réalisé après la Conférence régionale*), Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, est une association Loi 1901 gérée par un Conseil d'Administration paritaire. Elle fait partie du réseau Anact-Aract.



Intervenants :

- Fabrice Penasse, Pôle d'économie solidaire
- Magali Cazeneuve, BGE Franche-Comté
- Baptiste Bloch, France Active Bourgogne
- Virginie Taupenot, Club Entreprises et Mécénat en Bourgogne-Franche-Comté

Dispositif Local d'Accompagnement : Présentation du Dispositif qui, entre autres, vise à remobiliser la gouvernance associative en vue de favoriser l'activité de la structure en difficulté.

BGE Franche-Comté met l'accent sur l'accompagnement à la création d'activité (lot 6 SIEG CRBFC) avec des groupements ou collectifs composés de six opérateurs qui irriguent les territoires grâce à leur proximité d'intervention afin de lier le projet social d'une structure (ou d'un groupe de structures / entreprises) et les besoins du territoire.

France Active Bourgogne présente son offre de service et le type de projets accompagnés et expertisés.

Le Club Entreprises et Mécénat en Bourgogne-Franche-Comté rappelle que le mécénat va dans le sens de l'intérêt général. Des chefs d'entreprises bénévoles apportent à l'entreprise bénéficiaire un partage d'expérience et de pratiques. Le Club a également mis en place un fond de dotations pour venir en appui des structures en difficulté.

Echanges avec la salle

- Frédéric Jean, ADEME : Une enquête est actuellement en cours sur les ressourceries pour identifier les structures en difficultés. Un soutien financier de l'ADEME est prévu pour les structures de plus de 3 salariés.
- Elisabeth Portier, Macif : La Macif a aidé ses sociétaires pendant la crise (particuliers, commerçants...), notamment des personnes en situation de précarité à cause de la perte de pouvoir d'achat (malgré le chômage partiel). Des aides de plusieurs millions d'euros ont été attribuées en passant par des acteurs comme les Restos du Cœur, le Secours Populaire... Les entreprises de l'ESS qui le peuvent aident et participent à la solidarité. La Macif participe aux travaux collectifs bien que ses initiatives de soutien soient peu connues.
- Christian Guffroy, réseau de la finance solidaire en Bourgogne : France Active intervient directement sur l'investissement solidaire. Mais l'épargne solidaire existe aussi et peut être une ressource.

2. Territoires en quête de développement : les dispositifs d'accompagnement

Présentation des dispositifs pouvant permettre aux territoires de mener à bien des projets ESS au niveau local, avec témoignage d'un porteur de projet structurant et solidaire du territoire de Saône et Loire.

ADEME : L'Agence de la transition écologique est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Région BFC – Direction de l'Aménagement du territoire : La Région participe activement aux projets de développement portés par les territoires, à savoir les mairies, les communautés de communes, les parcs naturels régionaux, etc.

Le Générateur Bourgogne-Franche-Comté favorise la création d'une économie de proximité pérenne à partir de ressources à valoriser et de besoins non pourvus dans les territoires.

Le Clus'Ter Jura identifie les ressources, favorise la coopération entre les acteurs locaux, fait naître des projets, des entreprises et des emplois durables.

Communauté de communes du Clunisois : exemple concret du développement, de l'ancrage d'une activité en milieu rural.



Intervenants :

- Blandine Aubert, ADEME
- Sylvain Riffard, Direction de l'Aménagement du territoire Conseil régional
- Julia Remonnay, Générateur BFC
- Camille Henrion, Clus'Ter Jura
- Boris Chevrot, Communauté de communes Le Clunisois

L'ADEME accompagne les dynamiques territoriales et soutient les projets de territoires. Il peut y avoir un cloisonnement des thèmes de la transition écologique. Mais il faut s'appuyer sur ce qui est fait en « silos », sur tout le travail réalisé par les secteurs d'activités. L'ADEME va proposer aux territoires de soutenir un projet politique global en faveur de la transition écologique. L'aide de l'ADEME aux collectivités locales porte sur 75k€ pour construire son projet et 275k€ maximum sur 3 ans pour le mettre en œuvre.

Conférence régionale de l'Économie Sociale et Solidaire – 16 septembre 2020 à Dole

Direction de l'Aménagement du territoire Conseil régional : Les outils de la Région pour accompagner l'aménagement des territoires sont les suivants : transition écologique, partenariats, appui à l'ingénierie, mise en réseau, citoyenneté, esprit collaboratif (coopératives). Ces outils permettent de développer une expertise sur l'accompagnement. La démarche ENVI dans les espaces ruraux représente 200 projets accompagnés, 50k€ maximum d'aide de la Région par projet. La démarche est similaire à celle mise en place dans les quartiers Politiques de la Ville ayant pour but l'amélioration de la qualité de vie.

Le Générateur BFC présente sa méthodologie d'action basée sur un accompagnement par phase, il apporte l'impulsion et le soutien aux collectivités en vue de générer de l'activité et des projets ciblés.

Le Clus'Ter Jura favorise les dynamiques collectives et met en musique les impulsions issues de l'intelligence collective pour révéler des projets. Camille Henrion donne les exemples de la création de masques anti Covid au sein du Clus'Ter Jura et l'initiative des Triporteurs.

La Communauté de communes Le Clunisois a souhaité lancer un laboratoire de transformation alimentaire, avec un équipement à 1M€. Après une longue réflexion, entamée en 2015, l'ouverture est prévue en octobre 2020.

Echanges avec la salle

- Guillaume Martin, Banque de France Lons-le-Saunier : Il serait intéressant d'intégrer les cantines dans le projet de transformation alimentaire. Pour rappel, la Banque de France est à la disposition des acteurs ESS concernant la médiation du crédit.
- Blandine Aubert, ADEME : Les acteurs essentiels pour faire bouger le territoire portent les projets qui contribuent à la transition écologique. Parfois il s'agit d'initiatives privées (Juratri) ou publiques (comme à Cluny où c'est l'EPCI qui mobilise). Nous ne devons pas nous interdire de nous appuyer sur un acteur privé qui a envie de jouer collectif pour la transition écologique.
- Julia Remonnay, Générateur BFC : L'engagement est différent selon chaque acteur mais c'est difficile si on s'implique pour son intérêt personnel. Il ne faut pas avoir peur du temps qui peut être long, il y a toujours des creux, des doutes importants, on doit l'accepter. Il faut du temps pour créer un collectif, pour faire concorder les intérêts personnels et collectifs.
- Camille Henrion, Clus'Ter Jura : Nous avons réussi notre mission lorsque nous ne sommes plus la locomotive. Il faut accepter de ne pas être le seul porteur. L'important est de faire monter en compétence les personnes et de développer les relations humaines.

Conclusions

Hugues Sybille

Nous avons besoin d'intelligence collective et de garder le moral. Continuons à nous battre pour la reconnaissance de l'ESS. Nous devons avancer avec une logique d'anticipation, se concentrer sur la situation d'après, celle que l'on souhaite, la transition prend du temps.

- L'accompagnement a fait ses preuves, les chiffres des tables rondes sont parlants. Ces accompagnements sont d'autant plus importants en période de crise. Ils permettent de ne pas rester seul face à l'angoisse de la crise.
- L'articulation entre la gouvernance, le modèle économique et les statuts est importante : il n'y a pas de bons statuts mais des statuts adaptés au projet que l'on a et au modèle économique. Nous avons besoin d'imagination pour créer de nouveaux modèles économiques. Le point fondamental est la gouvernance. La gouvernance est fondamentale pour qu'une structure avance bien.
- La diversification des ressources, des financements : le bénévolat et le mécénat renforcent la diversité des ressources auxquelles on ne pense pas.
- Des progrès sont faits pour partir des besoins de la population, de nouvelles méthodologies permettent d'aller au contact de la population. Pour autant, chercher des ressources en dehors d'un territoire donné est aussi une richesse pour répondre à des besoins locaux. Le territoire ne doit pas être enfermé sur lui-même mais ouvert vers les initiatives extérieures.
- L'enjeu essentiel pour les initiatives est de faire système.

Denis Hameau

Une crise présente des risques et des opportunités. Il faut porter une vision politique. Nous sommes peut-être la plus petite région, mais notre région est grande par ses synergies et ses complémentarités. Nous devons essayer d'être une référence, et regarder ceux qui sont des références dans le domaine écologique, social. L'aspect humain est très important. Il est désolant de voir l'ESS parfois oubliée des dispositifs, quand on oublie l'ESS, on oublie la politique. En tant que politiques, nous devons gérer le temps long et articuler avec l'immédiateté. Changer le modèle agricole pour qu'il soit davantage vertueux. Il y a aussi des changements culturels à conduire. Il faut à la fois une politique nationale et une politique locale pour orienter ces changements. La décentralisation doit aller au bout. Nous avons des chantiers pour 30 ans devant nous : les coopératives laitières ont pollué la Loue, qu'attendons-nous pour rénover les barrages, les bâtiments ? Le chemin est aussi important que la destination. On doit être stratège et facilitateur. Pourtant, la machine technocratique revient et nous impose du contrôle, des contraintes...

La question clé est « Qui est responsable ? » C'est le mieux placé au bon moment qui devient leader et les autres se mettent à son service.

Pour finir, il y a vrai sujet sur l'aménagement du territoire : c'est un scandale qu'il n'y ait qu'en ville que les infrastructures numériques soient dignes de ce nom. On ne peut pas répondre aux territoires isolés et c'est une responsabilité politique majeure de l'État.

Patrick Salles, Directeur régional adjoint de la Direccte

À la suite de la crise sanitaire, on s'oriente vers une crise économique, ce qui génère de fortes inquiétudes et interrogations sur l'avenir. Il faut retrouver de l'activité pour maintenir l'emploi et garantir l'emploi pour les personnes qui en sont le plus éloignés.

Comment agir :

- Transversalité, sortir des silos, travailler ensemble,
- Dynamiques de territoire.

L'ESS est pionnière sur l'innovation sociale et les valeurs quelle porte. Elle irrigue la société et le monde de l'économie classique d'éléments positifs.

La culture entrepreneuriale pourrait paraître antinomique dans l'ESS mais elle est essentielle pour garder la motivation de mener un projet de bout en bout en dans un temps long.

L'État a la volonté de soutenir les entreprises en difficultés et d'accompagner à la transformation : développement des coopérations, les innovations dont l'Innovation Sociale, Club des entreprises inclusives... Désormais, il faut réagir par rapport à l'ensemble des défis écologiques, numériques, énergétiques, et réfléchir sur les secteurs porteurs dans l'ESS.

L'ESS est présente dans les initiatives stratégiques de l'Union Européenne 2020 :

- la croissance intelligente : économie fondée sur l'innovation et la connaissance,
- la croissance durable : promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, écologique et compétitive,
- la croissance inclusive pour stimuler une économie à forte intensité d'emploi social assurant la cohésion économique, sociale et territoriale.

Le développement de l'ESS est nécessaire à l'équilibre socio-économique de notre région. Les échanges de ce jour témoignent de la volonté collective d'agir, volonté qui est une condition nécessaire à la transformation fluide, réactive et anticipatrice du secteur.



N-B: Retrouvez les diaporamas des intervenants présentés lors de la Conférence dans le dossier regroupant les différents supports.

Document de synthèse réalisé par la CRESS
Bourgogne-Franche-Comté
Décembre 2020

Conférence régionale de l'Économie Sociale et Solidaire – 16 septembre 2020 à Dole